

<https://ugtg.org/spip.php?article719>



Grève générale : La Guadeloupe en cendres

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&cris... -



Date de mise en ligne lundi 2 février 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Bonjour,

Un journal métropolitain (20 minutes), distribué, entre autre, dans le métro parisien se plaint de n'avoir aucune information sur ce qui se passe en Guadeloupe, sauf celles que le PREFET, GILLOT, LUREL et leurs complices journalistes de la presse écrite locale (ceux qui accompagnent nos élus régulièrement dans leurs multiples déplacements à nos frais), leur adresse. Ils ne savent pas exactement en quoi consiste le « Liyannaj Kont Pwofitasyon ». Je me suis permis de leur adresser le texte [suivant]...

Roger MONTHOUEL

« La Guadeloupe en cendres »

Depuis tantôt 15 jours la Guadeloupe est paralysée par un mouvement social sans précédent mené par un collectif : « Liyannaj Kont Pwofitasyon » (LKP).

Dans les rues où se retrouvent pêle-mêle : personnes âgées, RMIstes, locataires d'HLM, mouvements culturels, travailleurs pauvres, jeunes et ... petits patrons, tous ensemble contre les « pwofitasyon ».

Il s'agit de bien définir les mots « Liyannaj » et « Pwofitasyon » :

- ▶ « Liyannaj » viendrait du français liane ou un entrelacement parfait de plusieurs lianes (rassemblement indéfectible).
- ▶ « Pwofitasyon » est un mot aux racines françaises (profiter) mais qui ne se retrouve pas dans cette langue et qui pourrait se traduire par : « action de profiter ». Dans le créole ce mot a une toute autre signification : il s'agit de bombance aux dépens d'un petit avec une forte notion d'injustice ; le bénéficiaire n'étant autre que le « pwofitan ».

La réalité est que, depuis plus d'une quinzaine d'années, tous les indicateurs socio-économiques de la Guadeloupe sont au rouge et augurent d'une explosion sociale qui n'a jusqu'à ce jour pas eu lieu.

Tout a commencé par des manifestations du patronat « branché » de Guadeloupe qui a utilisé les « armes » des travailleurs : barrage des routes sous le regard complaisant des autorités.

Lors de ces barrages peu de gens ont entendu le message du syndicat le plus puissant de la Guadeloupe : l'UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens), sur une prochaine mobilisation.

Peu de gens ont cru en cette timide mobilisation du collectif LKP, sauf le préfet qui dès les premières manifestations a déployé de manière démesurée les forces de l'ordre démontrant ainsi qu'il y avait un traitement pour les patrons et un tout autre traitement pour la « Guadeloupe d'en bas ».

Cette maladresse a été fort bien utilisée par le LKP qui a démontré le cynisme, la « pwofitasyon » du pouvoir.

Toutes les conditions sont réunies pour l'explosion sociale :

Grève générale : La Guadeloupe en cendres

Pêle-mêle, les prix ont flambé, les impôts locaux ont explosé, cependant que les impôts collectés sur les entreprises ont baissé de 2,8% et que la défiscalisation a permis à nombre de patrons d'échapper à l'impôt. Un nombre important d'RMIstes ont vu leur allocations suspendues, des locataires d'HLM ont vu exploser leurs loyers avec en prime des bâtiments vétustes, L'APA (Allocation Personnalisée à l'Autonomie) versée aux personnes âgées dont le budget tutoyait les 100 MEuros a été revu à la baisse par le Conseil Général de la Guadeloupe et ne pèse guère plus de 52MEuros ; la cellule familiale providentielle en Guadeloupe s'est délitée.

Autant d'amortisseurs sociaux qui ne jouent plus leurs rôles face :

- ▶ aux énormes profits dans la grande distribution,
- ▶ aux profits indécents réalisés par la SARA (unique fournisseur en produits pétroliers de l'île),
- ▶ aux taux exorbitants pratiqués par les banques
- ▶ à toutes les « pwofitasyons »

Il semble difficile de trouver un nouveau liant social, tant il est vrai que la « classe moyenne » Guadeloupéenne se sent menacée et adhère au mot d'ordre du collectif LKP.

Lors des négociations sociales retransmises en direct à la demande des deux exécutifs locaux (Victorin LUREL, président du Conseil Régional et Jacques GILLOT, président du Conseil Général), la population a découvert avec effroi l'étendue de la « casse sociale ».

Ces derniers, discrédités, rendus illégitimes et incompetents, se sont vus attribuer un « carton rouge » par les 65 000 manifestants qui ont défilé dans les rues de Pointe à Pitre, le 30 janvier 2009.

65 000 manifestants dans les rues de Pointe à Pitre (malgré une sévère pénurie d'essence), c'est, à l'échelle de la métropole, 10 millions de Français qui défileraient en rangs serrés lors d'une même manifestation soutenue par 15 millions d'autres Français bloqués chez eux.

Des vérités décapantes, brutales et réelles assénées par le leader charismatique du collectif LKP (Monsieur Elie DOMOTA), déclinant les « pwofitasyons » en Guadeloupe, jusques et y compris les rares postes de direction réservés aux cadres locaux à savoir : « gérer la misère » (CAF, RMI, ANPE, CMU et DASD) ; cependant que toutes les autres directions étaient détenues par des cadres venant de l'hexagone.

Brutal, choquant, direct, décapant mais rien de raciste : un constat sans fard d'une situation réelle.

A cet égard les manifestations rassemblent toutes les composantes ethniques de Guadeloupe au rythme des tambours et d'une chanson créole, aux paroles ambiguës : « la Guadeloupe est à nous ; la Guadeloupe n'est pas à vous ; vous ne ferez pas ce vous voulez dans notre pays ».

Ce « vous » ambigu, serait-ce l'Etat colonial ? Le « vous » désignant les profitants ?

Seule la fin de conflit indiquera si le règlement de cette crise aboutira à une nouvelle donne sociale, voire statutaire.

Il est important de rappeler que la situation économique et sociale est dramatique : Imaginez la région parisienne avec de tels indicateurs socio-économiques ; ça ne serait pas « **Paris brûle-t-il ?** » mais « **Paris en cendres** »...

Roger MONTHOUEL,
Dimanche, 01.02.2009